

Burundi : Quand le Jogging Devient un Acte Subversif



En temps normal, courir est un exercice physique anodin, synonyme de bien-être et de santé. Mais au Burundi, sous la présidence de **Pierre Nkurunziza**, cette activité a pris une tournure politique inattendue. En mars 2014, le chef de l'État a tout simplement interdit la pratique du jogging en groupe, craignant qu'elle ne serve de couverture à des mouvements subversifs.

Cette décision, surprenante pour beaucoup, s'inscrit dans un climat de tensions croissantes entre le pouvoir et l'opposition. À l'approche des élections de 2015, les autorités burundaises redoutaient que des rassemblements sous prétexte de sport ne deviennent des foyers de contestation. Les forces de sécurité ont d'ailleurs procédé à plusieurs arrestations de joggeurs, accusés de vouloir fomenter des troubles contre le régime en place.

L'interdiction a provoqué un tollé, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'international. De nombreuses organisations de

défense des droits de l'homme ont dénoncé une atteinte aux libertés fondamentales. Amnesty International a notamment rappelé que le simple fait de courir en groupe ne saurait constituer une menace pour la sécurité d'un État.

Cependant, cette mesure ne semblait pas s'appliquer à tout le monde. Ironie du sort, Pierre Nkurunziza lui-même était un fervent adepte du sport et dirigeait régulièrement des séances de fitness collectives avec ses partisans.

Insolite - 26 février 2025 - Wakonda - CC BY 2.5